

L'art autochtone à Méduse, [p.6](#) Livre : Le FLQ et la cinématographie québécoise, [p.7](#)
Un poème hommage à Marc Boutin, [p.9](#)

Droit de parole

Les luttes populaires au centre-ville de Québec > Volume 50, Numéro 5, Novembre 2023 > Droitdeparole.org

Pour un tramway intégré à la ville!

Le tramway est en pause pour six mois? Pendant ce temps...

La population de Québec se mobilise et veut défendre son tramway comme en témoigne la manifestation rassemblant plus de 2000 personnes le 12 novembre dernier. Depuis la décision déconcertante du gouvernement Legault, les réactions fusent.

À lire en pages 2 et 3.

La fin d'Innovitam (la suite)

C'est une bonne nouvelle que l'abandon, par la Ville de Québec, du projet de parc techno-industriel dans Maizerets. Mais la Table citoyenne littorale Est craint toujours pour l'avenir du quartier et continue de revendiquer un centre autogéré.

À lire en page 4.

Northvolt : la poursuite du culte de l'automobile

Les sept milliards de dollars que les gouvernements offrent à la multinationale Northvolt pour l'ouverture d'une usine de batteries à Saint-Basile-le-Grand concernent tous les Québécoises et les Québécois. Est-ce cela la transition écologique? La poursuite coûte que coûte du culte de l'automobile? À lire en page 5.

Plus de 2000 personnes ont manifesté pour défendre le tramway le 12 novembre dernier

Photo : DDP

Superbe mobilisation pour un tramway à Québec

Par Nathalie Côté



Pendant la manifestation à la défense du tramway. Photo : DDP

« Le tramway, c'est maintenant, pas dans dix ans! » a scandé la foule réunie devant l'Assemblée nationale, dimanche le 12 novembre. Plus de 2000 personnes ont manifesté pour réaffirmer l'importance d'avoir un tramway à Québec, suite à la décision du gouvernement Legault de suspendre le projet pour six mois.

C'était une superbe manif. Organisée par Québec désire son tramway, la mobilisation est à la hauteur de l'indignation de la population de Québec. Réunir plus de deux-mille personnes en trois jours est un exploit. À l'aller, comme au retour, les bus étaient bondés de familles, parents et enfants venus de tous les quartiers pour défendre le tramway.

Devant l'Assemblée nationale, Élika Cauchon d'Équiterre a lancé : « C'est pas parce que le gouvernement l'a abandonné, qu'on va l'abandonner. » La mobilisation exceptionnelle de cet événement organisé dans un temps record a galvanisé la foule et décuplé l'énergie pour défendre le projet de transport collectif.

Étienne Grandmont, député de Québec solidaire de Taschereau en a témoigné en affirmant : « On va continuer à lutter pour les prochaines semaines, les prochains mois! » Un militant de Québec désire son tramway a rappelé que le tramway est la meilleure solution pour amener Québec au XXI^e siècle et a lancé à la foule : « Comme dirait la CAQ : Continuons! »

Pour un tramway à échelle humaine

Dans les scénarios les plus optimistes, on peut penser que les prochains mois seront l'occasion d'améliorer le projet actuel. C'est l'occasion ou jamais. Comme nous le rappelait John Cisco, un citoyen du quartier Saint-Jean-Baptiste qui milite pour un tramway à Québec depuis 1989, c'est seulement 2% des rues de Québec qui seront occupées par le passage du tram. Comme plusieurs personnes l'ont souligné dans nos pages les dernières années, il faudrait aussi enlever totalement la dalle de béton centrale pour mieux intégrer le tramway dans la ville. Il faudrait également assumer que le tramway prendra une voix réservée jadis aux voitures afin d'éviter l'abattage d'arbres centenaires le long du boulevard René-Lévesque. Cela permettrait de rallier les résidents et les résidentes du quartier Montcalm au projet. Il faut que le tramway s'intègre dans la ville, de surcroît une ville patrimoniale comme Québec.

Même chose pour le tunnel passant sous le quartier Saint-Jean-Baptiste au coût si élevé qu'il représente une bonne partie du budget du tramway. Si le tram pouvait passer simplement sur la Côte d'Abraham, il serait déjà moins coûteux. Il faudrait pour cela assumer que le tram prendra un peu la place des voitures. C'est l'occasion de changer de comportement, manière de se déplacer dans la ville. Bref, cela viendrait probablement répondre aux critiques formulées par certains opposants vivant dans les quartiers centraux. À suivre.



Photo avec dessin à l'acrylique de John Cisco

Invitation à assister à l'assemblée générale de Droit de parole

Vous êtes cordialement invité-e-s à assister à l'assemblée générale annuelle de Communications Basse-ville (éditeur du journal Droit de parole), jeudi le 30 novembre 2023 à 19 heures, au 266, rue Saint-Vallier Ouest à Québec.

C'est l'occasion de devenir membre de Droit de parole et de rencontrer l'équipe du journal!

Droit de parole

266, rue Saint-Vallier Ouest
Québec (Québec) G1K 1K2
418-648-8043
info@droitdeparole.org

droitdeparole.org

Retrouvez *Droit de parole*
sur Facebook

Droit de parole a comme objectif de favoriser la circulation de l'information qui concerne l'amélioration des conditions de vie et de travail des classes populaires, ainsi que les luttes contre toutes formes de discrimination, d'oppression et d'exploitation. *Droit de Parole* n'est lié à aucun

groupe ou parti politique. L'équipe de Communications Basse-Ville est responsable du contenu rédactionnel du journal. Les opinions exprimées n'engagent que leurs auteurs. *Droit de parole* bénéficie de l'appui du ministère de la Culture et des Communications du Québec.

Dépôt légal : Bibliothèque Nationale d'Ottawa, Bibliothèque Nationale du Québec
ISSN 0315-9574
Courrier de 2^e classe
N° 40012747
Tirage : 6000 exemplaires
Distribués porte à porte dans les quartiers du centre-ville.

Disponible en présentoirs
Équipe du journal :
Francine Bordeleau, Andréann Poirier, Yorik Godin, Robert Lapointe, Simon M. Leclerc, Monique Girard, David Jonhson, W. Stuart Edwards,
Coordination : Nathalie Côté
Révision : Lorraine Paquet, R.Martel

Design : Marie-Isabelle Fortin
Collaboration spéciale :
Claude Bélanger,
Mathieu Parent
Photos : W. Stuart Edwards,
Illustration : John Cisco
Imprimeur : Les travailleurs syndiqués de Hebdo-Litho



Une nouvelle crise du tramway, pour un monde meilleur ?

Par Claude Bélanger, Ph.D. (géographie)

Le mercredi 8 novembre, le projet du tramway de Québec a connu un revirement important. Le gouvernement a annoncé que le projet initié par la Ville sous le maire Labeaume et poursuivi par le maire Marchand, serait remis entre les mains de la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ), déjà responsable du REM de la région de Montréal.

On sait que ce mouvement fait suite à l'augmentation importante de la prévision budgétaire présentée par la Ville, au moment même où les sondages de satisfaction concernant le projet étaient à la baisse. Dans ce contexte, le coup de barre à donner doit porter sur la réduction du coût du projet tout en augmentant les avantages au point de vue de la mobilité pour l'ensemble de la région de Québec, incluant la Rive sud.

Le premier ministre Legault a annoncé que le gouvernement chercherait à proposer et réaliser le meilleur

leur réseau structurant pour la Capitale nationale. Cela pourrait confirmer que le gouvernement s'apprête à présenter un Plan de transports pour l'ensemble de la région. Outre la bonification du projet de tramway, le nouveau plan de transports devrait alors comprendre des propositions pour améliorer les circulations entre les deux rives, tout comme dans les périphéries. Enfin, le plan devra répondre à l'objectif d'assurer une circulation de contournement de la région, ce que tentait de solutionner le tunnel du Troisième lien. En somme, il s'agit d'intégrer dans un plan cohérent tous les éléments de la problématique déjà connue.

Le mandat est très large pour un délai imposé de 6 mois. Il faut dire qu'on peut profiter des nombreuses études déjà réalisées. On peut penser également que Transports Québec a déjà planché, depuis un certain temps, sur une possible solution pour un tel plan de transports.

Cette nouvelle « crise du tramway » trouve une origine dans le fait que le projet de la Ville de Québec ne constituait pas vraiment un plan régional de transports, d'où le niveau d'insatisfaction de l'ensemble des citoyens de la région. D'autre part, à partir du moment où on déplace le champ d'intervention à un niveau régional, il devient nécessaire que le projet revienne dans les mains du gouvernement. Entre autres, il est naturel que l'expertise du MTQ (et aussi de la CDPQ) soit mise à profit pour qu'une solution efficace soit apportée en matière de transports, tout en respectant la vie des quartiers urbains.

Concernant la possibilité de construire un REM à Québec, il faudra être vigilant. Dans la région de Montréal, il a été constaté que les structures aériennes du REM s'intégraient mal à l'espace urbain, en plus des niveaux de bruit qui étaient incompatibles avec les quartiers résidentiels.

Québec désire... et défend... son tramway

par W. Stuart Edwards



Plus de 2000 personnes à la manif pour le tramway du 12 novembre.
Photo: W. Stuart Edwards.

Les groupes : Québec désire son tramway, Accès transports viables, et Conseil régional de l'environnement, ont tenu une conférence de presse le 10 novembre afin de réagir publiquement à l'annonce que le projet du tramway sera confié à la Caisse de dépôt et placement.

Nora Loreto, co-fondatrice de Québec désire son tramway, est déçue de la décision de M. Legault, un premier ministre qui, selon elle, ignore les citoyens et les citoyennes qui veulent un tramway, et ignore les dix dernières années de travail sur le projet. Les élus « gouvernement par sondage » et la question est toujours trop simpliste : êtes-vous pour ou contre le tramway ?

Résidente sur René-Lévesque, un « mur de béton », elle voit des milliers d'autos passant devant chez elle chaque matin et chaque après-midi. Quand ses enfants seront grands et prêts à aller au CÉGEP, y-aura-t-il un tramway ? « Changez votre idée, M. Legault, parce que ça presse. »

On jase, on ne fait rien

Angèle Pineau-Lemieux d'Accès transports viables déplore que le RTC est à sa pleine capacité depuis des années. Il n'y a pas de places assises, les Métrobus sont toujours paquets, et cela, sur certains axes névralgiques déjà identifiés il y a vingt ans. Sur la décision de François Legault de retarder le tramway, « encore une fois, on n'apprend pas de nos erreurs. On a la mauvaise habitude de se remettre constamment en question sans jamais rien faire. »

Elle appelle à la responsabilité du gouvernement. « On ne peut pas se permettre de repartir à zéro. »

Le gouvernement a prévu, mais pas réalisé, six projets structurants de transports collectifs et électriques pour le Québec : à Montréal, sur l'axe Taschereau à Longueuil, à Gatineau, à Chambly / St-Jean-sur-Richelieu, à Laval et ici à Québec avec notre tramway. Combien de ces projets sont en réalisation ? Zéro. « Celui de Québec, c'est malheureusement le plus avancé ». Le gouvernement freine les projets de transport collectif, tout en encourageant l'automobile.

Un gouvernement perdu

Alexandre Turgeon du Conseil régional de l'environnement déplore le manque de vision des gouvernements successifs, qui ont toujours considéré le transport en commun comme un service secondaire pour personnes à faible revenu. Ils investissent massivement dans les autoroutes, mais les autoroutes ne font que stimuler la demande induite, c'est-à-dire, une augmentation du parc automobile et plus de congestion. Tout le monde le sait, mais dans la plus récente mise à jour économique dévoilée par le gouvernement du Québec, il y a trois fois plus d'investissements prévus pour les infrastructures routières que pour le transport collectif. En Ontario, par exemple, c'est l'inverse.

Questionné si leurs groupes avaient un rôle à jouer pour faire progresser l'acceptabilité sociale du tramway, M. Turgeon réplique que les journalistes ont aussi un rôle à jouer. Il faut poser de bonnes questions : Existe-t-il un seul argument anti-tramway qui tient la route cinq secondes ?

« J'ai beaucoup de difficulté à voir le sérieux du gouvernement. Moi j'ai l'impression qu'ils sont perdus. On a beau leur donner toute la science, toutes les études sur la table, ils sont perdus dans les considérations qui ne sont certainement pas les considérations de Québec. »

Est-ce trop tard pour le tramway ? Nora Loreto ne lâche rien : « C'est jamais trop tard ! »



Lors de la conférence de presse de Québec désire son tramway.
Photo : W. Stuart Edwards.

La CAQ au service du business de l'immobilier

Par **Nathalie Côté**

Le projet de loi 31< modifiant diverses dispositions législatives en matière d’habitation, a suscité l’indignation depuis son dépôt au printemps dernier et les partis d’oppositions l’ont abondamment critiqué pendant la commission parlementaire de l’automne.

La critique la plus médiatisée du projet de loi controversé est sans doute le retrait du droit des locataires de céder leur bail. Inscrit depuis 50 ans dans le Code civil, il s’agit bel et bien de la disparition d’un droit. Cette perte est plus que symbolique. Elle témoigne des valeurs de l’actuelle ministre de l’habitation.

Les trois partis d’opposition, autant du Parti libéral du Québec (PLQ), de Québec solaire (QS) que du Parti québécois (PQ), déplorent qu’il soit toujours possible d’expulser un locataire dans le but de changer l’affectation du logement en vue d’en faire un logement pour touriste (comme un Airbnb). L’opposition proposait plutôt d’interdire l’expulsion pour la conversion en logement temporaire pour touriste afin de contribuer à freiner le déclin de logements abordables, déclin documenté par les associations de locataires depuis plusieurs années.

Andrés Fontecilla, député de QS, l’a affirmé sans détour pendant la commission : « La ministre semble travailler pour le « business » du marché immobilier ».

Cela est particulièrement évident, dans les modifications apportées à l’application des zonages municipaux.

En point de presse le 10 novembre dernier, Joël Arseneault du PQ soulignait que la CAQ contourne les règles et les institutions en proposant des amendements sans préavis, en pleine étude du projet. C’est le cas du controversé article 37,2 sur les règlements municipaux. Au nom de la crise du logement et de l’urgence de construire des habitations, les municipalités du Québec auront désormais le champ libre pour permettre la construction d’immeubles, sans respecter les zonages en place, réduisant ainsi les possibilités de contestations citoyennes. Selon les partis d’opposition, on enlève tout contre-pouvoir.

Si l’article est adopté, il sera désormais permis aux villes de 10 000 habitants et plus de donner le feu vert à n’importe quel projet d’habitation de trois logements et plus, en dépit de la réglementation municipale. Certes, le changement est temporaire, mais pourrait faire des ravages dans les villes. En effet, pendant les cinq prochaines années, et sous prétexte de la crise du logement, les règlements municipaux pourront être contournés. Cela affaiblit la voix des citoyens et des citoyennes et enlève un outil précieux pour contester les abus en matière de hauteur et de volume des bâtiments et pour défendre l’harmonie de l’architecture.

Actions à venir

Le Collectif de Québec contre le projet de loi 31 organise un comité d'accueil le 28 novembre à 8h du matin au Terminal du Port de Québec dans le cadre des Rendez-vous de l'habitation. Au 84 rue Dalousie.

Le RCLALQ invite aussi la population à écrire au élu. Pour plus d'info : rclalq.qc.ca/pl31



Plus de logements sociaux à Québec, ça presse !

Rendez-vous pour une action ludique sous le thème de la construction, le 27 novembre, à 10h30, devant le Conseil du Trésor (875, Grande Allée Est). Ce rassemblement marquera le début d’une série d’actions à venir. Joignez-vous à nous !

La fin d'Innovitam et puis, après ?

Par **Andréann Poirier**



Table citoyenne Littoral Est veut convertir le garage municipal (coin Henri-Bourassa et Canardière) en un centre social autogéré. Photo : archives DDP

Le 11 octobre dernier, un projet controversé pour le développement du fleuve Saint-Laurent, nommé Innovitam et parrainé par le gouvernement du Québec, a été abandonné. Cette décision a été confirmée par le ministre de l’économie, Pierre Fitzgibbon, après le départ de Valérie Gauthier, la directrice générale en charge du projet. Ainsi, l’idée de créer une zone d’innovation à Québec est morte dans l’œuf, laissant de nombreuses interrogations quant aux raisons de cette décision, qui n’ont pas été pleinement expliquées par les médias. Certaines personnes pointent du doigt la fermeture de Médicago et remettent en question le modèle économique sur lequel ces zones d’innovation se basent.

Innovitam visait à investir dans des *start-ups*, notamment par le biais de l’incubateur 2 degrés, dans le but de stimuler l’innovation et d’attirer d’autres entreprises de haute technologie. Le projet envisageait la mise en place d’usines de surveillance à grande échelle utilisant les données de santé des citoyens pour générer des profits pour des entreprises. Toutefois, ce plan soulevait des préoccupations quant à l’utilisation de fonds publics pour favoriser des intérêts étrangers au lieu de répondre aux besoins de la population.

Une victoire citoyenne ?

Jackie Smith, cheffe de Transition Québec et conseillère municipale de Limoilou, a qualifié l’abandon d’Innovitam de “victoire” pour la communauté. Elle appelle à utiliser les terrains inoccupés pour développer un avenir plus en phase avec les besoins du 21^e siècle, axé sur une économie « résiliente et locale » dans le quartier de Maizerets.

Cependant, Marie-Hélène Deshaies de la table citoyenne Littoral-Est, un collectif engagé qui avait déjà bloqué le projet Laurentia en 2018-2019, ne partage pas ce sentiment de triomphe. Elle estime qu’il reste encore beaucoup de travail à faire et que la pression sur le secteur demeure, car il représente un enjeu immobilier d’importance à Québec.

Elle remarque toutefois une certaine ouverture quant à la discussion concernant l’avenir des quinze terrains, notamment en termes de décontamination, qui était un point de discorde. Le maire de Québec a changé de discours. Auparavant, le débat sur l’usage des terrains était fermé sous prétexte qu’ils étaient trop contaminés, alors que récemment, Marchand a admis qu’il allait falloir s’en occuper, ce qui laisse un jeu aux comités d’actions citoyennes tels que la Table du Littoral-Est pour ramener de l’avant des projets phares tels qu’un centre social autogéré dans le bâtiment de l’ancien garage municipal, l’aménagement de forêts urbaines et de corridors de biodiversité ou encore de services de proximité. Reste à savoir si les militants sauront transformer l’échec d’Innovitam en une opportunité d’améliorer les conditions de vie des habitants du quartier.

Pour l’instant, rien n’est gagné. Certes, la défaite d’un tel projet enlève une pression sur les projets d’aménagement de la Canardière, mais elle ne l’enlève pas totalement, comme en attestent les plans de certains promoteurs tels que Brivia qui a déjà acquis plusieurs terrains commerciaux dans le secteur et qui prévoit construire près de trois cent unités de luxe autour du nouveau complexe hospitalier de l’Enfant-Jésus. Ces visées commerciales suscitent des préoccupations, car encore une fois elles semblent vouloir s’imposer en ignorant la crise du logement actuelle, privilégiant des locations à court terme de type 3 1/2, vraisemblablement destinées aux médecins spécialistes de passage, au lieu de répondre au besoin de logements abordables pour les familles du coin.

Une pétition en cours

La Table citoyenne Littoral Est sollicite le soutien de la communauté pour appuyer un projet visant à convertir le garage municipal (coin Henri-Bourassa et Canardière) en un centre social autogéré. Cette initiative a déjà obtenu le soutien de plus d’une vingtaine d’organismes et est en quête de 1000 signatures pour soutenir cette transformation. Pour signer la pétition et contribuer au projet, vous pouvez vous rendre sur le site <https://www.littoralcitoyen>.

Northvolt

Nationalisation des coûts, privatisation des profits

Par David Johnson

Le montant de sept milliards de dollars qu'on offre à Northvolt, pour une usine de batteries, peut surprendre. On parle d'un montant de dépense normalement réservé aux méga-projets de transports, ou pour la construction de barrages hydroélectriques - des infrastructures qui appartiennent au public. L'usine et les batteries qu'elle produit appartiendront à une compagnie suédoise. Un tel niveau d'assistance sociale pour des investisseurs scandinaves peut prêter à controverse, mais en réalité, ce type d'implication gouvernementale est devenu normal dans le fonctionnement de notre économie.

De plus en plus, on voit le pouvoir des entreprises par leur capacité d'exiger des cadeaux des gouvernements pour s'installer dans une région donnée. L'un des impacts des ententes dites de « libre-échange » est de permettre aux entreprises de traverser les frontières sans contraintes, dans le but de maximiser leurs profits. Ainsi les entreprises manufacturières cherchent à s'installer dans des pays où les salaires sont bas. Au Québec, où les salaires sont relativement hauts, le gouvernement doit appâter les entreprises privées avec des subventions pour attirer leur attention et les empêcher d'aller voir ailleurs.

Tout cela, bien sûr, va à l'encontre du concept du capitalisme, qui prône le risque, le travail, l'innovation et surtout l'absence d'intervention de l'État. On n'est pas censé demander de l'aide financière au gouvernement : cela interfère dans le libre-marché.

La transition énergétique

On fait face à une crise liée à la destruction de l'environnement, on le sait, et on doit faire quelque chose pour la régler. Les énergies fossiles sont la pire source de pollution et si on peut réduire notre dépendance à leur égard, on va améliorer notre sort. L'électrification des transports est une avenue très prometteuse pour atteindre ce but.

Le gouvernement du Québec souhaite développer l'industrie de la batterie automobile, mais la seule façon qu'on semble pouvoir le faire est de payer quelqu'un d'autre pour le faire. On peut se demander : pourquoi ne pas construire l'usine nous-mêmes ? C'est en effet difficile à expliquer.

D'un côté, le secteur public fait face à une perte d'expertise au sein de l'État. Mais ce n'est pas le cas pour ce qui concerne la batterie automobile : le Centre d'excellence en électrification des transports et en stockage d'énergie d'Hydro-Québec est à l'avant-garde dans ce domaine. Est-ce qu'ils auraient pu mettre ces 7G \$ au service du développement de d'autres infrastructures publiques qui bénéficient énormément au Québec, comme les barrages hydroélectriques qui profitent au pays ?

D'un autre côté, on nous parle de bons emplois et de bonnes taxes. Mais 7 milliards de dollars équivalent à 100 000 salaires à 70 000 \$ chacun. Voilà la taille du cadeau.

L'auto électrique : si bien que ça ?

La voiture électrique est devenue un puits sans fond d'argent public. Son achat est subventionné, aux bénéfices des entreprises comme Tesla, qui appartient à Elon Musk, la personne la plus riche au monde. Le véhicule électrique est plus lourd qu'un véhicule à combustion interne, ce qui accélère l'usure des routes. De plus, son poids supérieur augmente la pollution causée par les pneus et les freins - une pollution de microparticules qui est particulièrement néfaste pour la santé. Le secteur public s'occupe du développement du réseau de recharge des véhicules électriques, principalement par l'entremise d'Hydro-Québec.

Même si ces investissements permettent de réduire la pollution liée aux moteurs à combustion interne, les autres problèmes liés à l'usage d'une automobile personnelle demeurent. La voiture personnelle est hautement inefficace, avec des problèmes de congestion routière et de manque de stationnement chroniques. L'automobile coûte cher à son propriétaire : 10 000 \$ par année en moyenne, et cette somme est payée plusieurs fois par le public, notamment pour la construction et l'entretien des routes. Enfin, l'automobile est dangereuse : les accidents routières sont la troisième cause de décès évitables au Québec, et la cause principale de décès chez les jeunes de moins de 30 ans.

Privatiser et centraliser, c'est pas un projet de société!

Rassemblement contre la réforme Dubé en santé

Assemblée nationale
30 novembre à 12h00



Un nouveau centre d'artistes dédié à l'art autochtone à Québec

Par R. Martel



Christine Sioui Wawanoloath, OA'TA' (être vivant), 2023, Papier mural et kraft, encre, colle, acrylique.
Photo : Vincent Drouin

Il y a deux ans, le centre VU photo organisait YAHNDAWA, un projet de jumelage entre les centres d'artistes, et des artistes de Wendake. Comme « innovation stratégique », ce projet avec 14 artistes allait permettre d'offrir de nouvelles relations par l'activité artistique.

Ce projet en a généré un autre. Le tout nouveau ANKWAYAONHKEH, entre l'esthétique de la recherche et du laboratoire, occupe la petite galerie de VU photo depuis

septembre dernier avec des pratiques artistiques diverses, certaines audacieuses, d'autres plus traditionnelles, et cela pour un an.

Le nouvel organisme entend d'abord promouvoir, développer et diffuser les pratiques actuelles principalement Wendat mais pourra intégrer des artistes d'autres régions. On y verra, pour la prochaine année, une programmation qu'on espère variée.

Un art autochtone autogéré

Comme centre autogéré, ce projet soutenu par des fonds publics, entend donner aux artistes autochtones un espace où le questionnement artistique sera central et pourra par la suite se poursuivre, qui sait ?, pour valoriser les productions autochtones principalement du territoire québécois.

Cette alliance avec le centre d'artistes VU photo procure l'encadrement et une logistique nécessaire à la bonne marche d'un tel organisme pour les droits d'exposition et la promotion, tout comme la sélection qui est faite par un comité de programmation autochtone. Le nouveau centre s'est aussi doté d'un Conseil d'administration par une participation totalement autochtone.

Le Comité de programmation entend alterner des pratiques plus ou moins expérimentales avec d'autres de factures plus traditionnelles.

Ankwayaonhkeh, qui veut dire « vieux mocassins », actualise de vieux projets depuis, résume Michel Savard artiste de Wendake et président du C.A, pour démontrer des préoccupations diverses innovatrices de la part des artistes des premières nations, au-delà des objets de la culture traditionnelle comme les petits canots d'écorces et autres produits plus ou moins anecdotiques destinés à la vente principalement. L'art autochtone a quand même d'autres possibilités d'actualisation.

Comme centre autogéré basé sur un modèle déjà bien implanté au Québec et à Québec, cette alliance démontre aussi que l'activité artistique est multiple, variée, et vise une occasion de prendre position de l'expressivité tout comme des occasions de collaborations diversifiées.

En octobre, c'est l'artiste Wendat Christine Sioui Wawanoloath qui a proposée divers travaux dans cet espace situé à l'intérieur du complexe Méduse.

Pour un an donc ! Et par la suite, l'idée d'en sédentariser l'expérience par la constitution d'un centre d'artistes qui pourra offrir des productions originales mais qui, espérons-le, ne relèveront plus seulement de l'ethnologie ou de pratiques convenues mais offriront des occasions de recherche, expérimentations et renouvellements ; ce qui est la fonction primordiale d'un centre d'artistes !

Une œuvre publique de Giorgia Volpe volée

Par Nathalie Côté

Après avoir passé tout l'été 2023 sur le bord de la rivière Saint-Charles, 13 des 16 bouteilles anciennes composant le Musée de l'eau de Giorgia Volpe ont été volées au début d'octobre. Installées sous un grand cube de verre fixé par des vis anti-vol, les voleurs ont subtilisé les bouteilles et ont pris soin de ne rien casser en remettant les panneaux de verres bien en place, ne subtilisant même pas les batteries de l'éclairage qui étaient une des parties la plus coûteuse de l'installation estivale.

Les belles bouteilles anciennes agissaient, avec l'éclairage, comme des lanternes dans la nuit. L'artiste était heureuse qu'aucun vandalisme, graffiti ou autre n'ait altéré l'œuvre d'art pendant tout l'été. À quelques jours seulement du démontage de la sculpture éphémère, le vol a été commis.

Étonnant vol tout de même que celui de ces bouteilles anciennes, dont la valeur est surtout symbolique, comme le précise l'artiste, désolée de voir s'évaporer une œuvre qui lui tenait à cœur. Elle espère tout de même les retrouver. Ce projet a nécessité la collaboration de toute une équipe technique et de plusieurs mois de travail pour l'artiste. Elle invite d'ailleurs toutes

les personnes qui retrouveraient les bouteilles chez des brocanteurs ou ailleurs, à contacter le service culturel de la Ville de Québec.

Le projet, poétique à souhait, visait à sensibiliser la population de Québec à la surconsommation d'eau en bouteille de plastique. Seulement à Québec, 170 000 de ces bouteilles sont encore utilisées par jour. Ce Musée de l'eau était aussi une façon de mettre en valeur la précieuse source d'eau qu'est le Lac Saint-Charles, consommée par une grande partie des résidents et des résidentes de la ville.

Sur chaque bouteille du Musée de l'eau était inscrit un mot en décrivant le contenu : Eau vive, Eau de source, Eau du lac, Eau d'érable, Eau forte, Eau de la rivière, etc. Les seules bouteilles restées sur place sont les plus petites de l'ensemble sur lesquelles on peut lire : Sueur, Salive, Larme. Tous ces mots étaient liés à notre usage et à notre rapport à l'eau, précise encore l'artiste.

Une nouvelle présentation de l'installation dans d'autres arrondissements, souhaitée par la Ville de Québec l'été prochain, est désormais incertaine.



Des treize bouteilles du Musée de l'eau, il en reste trois: Sueur, salive et larme. Photo: Giorgia Volpe

Le cinéma et l'action révolutionnaire du FLQ : la mémoire intranquille

Par Mathieu Parent

Soixante ans après l'émergence du Front de libération du Québec en 1963, Sylvain Garel, historien, professeur et critique français, lance une brique de 608 pages dans la fenêtre de notre mémoire collective : *Le FLQ dans la cinématographie québécoise* publié chez Somme Toute. Celui qui est aussi un militant écologiste et conseiller municipal à Paris, retrace les liens vivants entre l'histoire du Front révolutionnaire québécois et celle du cinéma (principalement) québécois et canadien.

Fruit d'un projet doctoral jamais terminé, ce rapport d'enquête touffu recense 207 films complétés, 18 œuvres inachevées, 17 projets, quelques compléments réalisés depuis 1963 jusqu'à aujourd'hui et comportant des liens complets, partiels, allusifs ou indirects avec le thème du FLQ et de la révolution québécoise. L'ouvrage revient ainsi sur les bouleversements accompagnant les actions du Front en explorant la forme, l'usage et le sens des images cinématographiées dialoguant avec ceux-ci, mettant aussi à l'avant-plan l'expérience des cinéastes.

Prenant la forme d'un dictionnaire analytique, le panorama réalisé réunit autant des courts que des longs métrages documentaires ou de fiction. La présence de titres de projets militants comme *Nous sommes tous des prisonniers politiques* (1980) de Richard Jutras, un film du Comité d'information sur les prisonniers politiques (CIPP) et de l'intrigant *Classe et classe*, vidéo réalisée en 1973 traitant de la répression d'une manifestation étudiante dans une polyvalente de Charlevoix, met l'eau à la bouche de ceux comme moi pour qui l'éducation politique est d'abord passée par le cinéma.

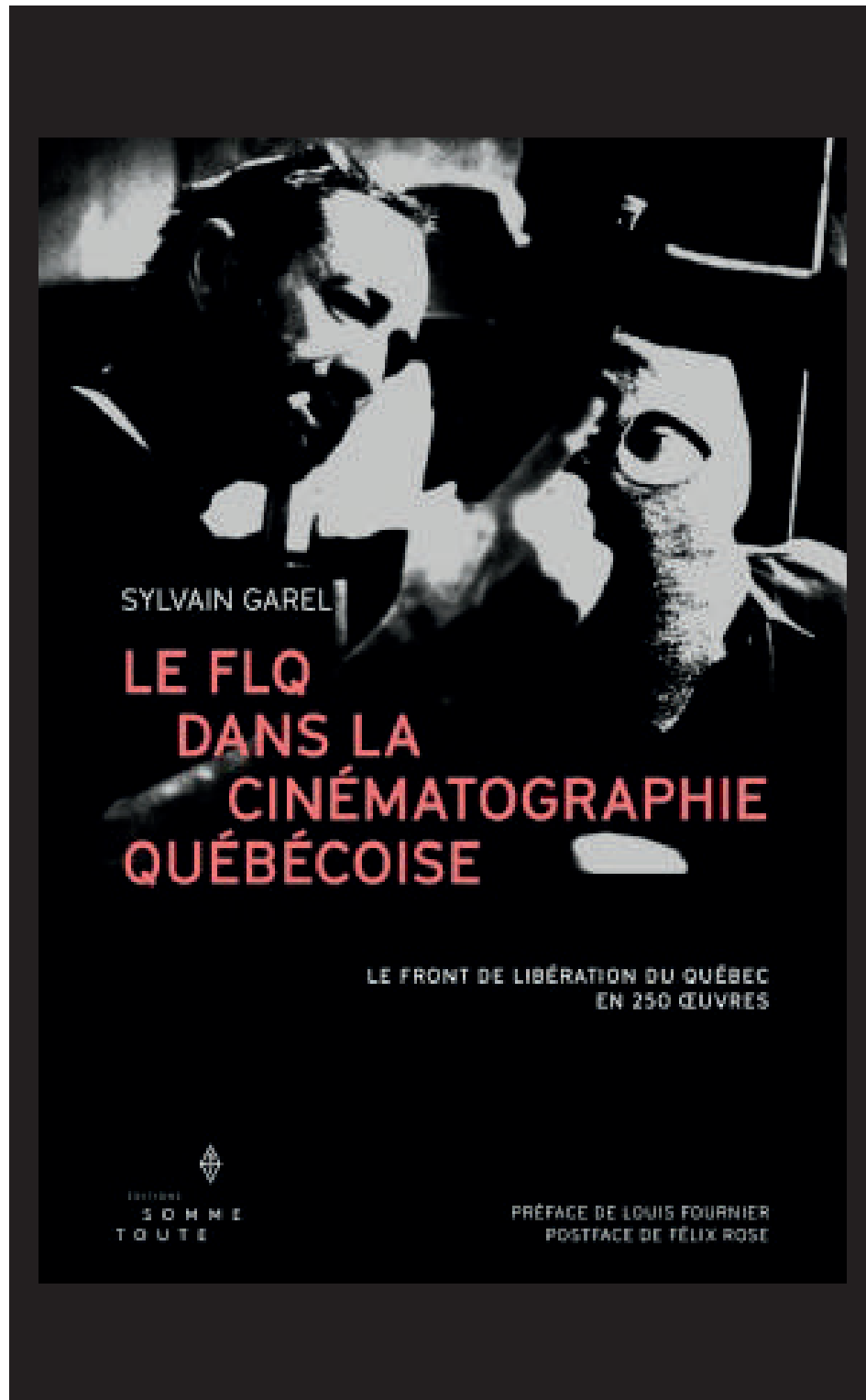
Ces titres y côtoient des classiques comme *Les Ordres* (1974) de Michel Brault ou *Octobre* (1994) de Pierre Falardeau, le tout dans un ordre chronologique reliant ceux-là à un char de propositions des plus subversives au plus conservatrices et contre-révolutionnaires. Chaque œuvre est résumée avec des informations sur les réalisatrice-s et leur projet, incluant parfois des notes sur leur réception par le public et la critique, formant un ensemble qui nous immerge dans l'histoire du cinéma devenu québécois, naissant selon Garel, en même temps que le FLQ. Une naissance en tension, comme le rappellent plusieurs fiches de film notamment où apparaissent des points de compréhension, de collaboration, d'appui, mais aussi d'indifférence, de distance et de fracture entre les gens du milieu du cinéma en relation avec l'action politique révolutionnaire des années non-tranquilles.

Sous la fiche de *Taire des Hommes* de Pascal Gélinas et Pierre Harel, film dénonçant la répression à la fête de la

Saint-Jean-Baptiste en 1968, l'auteur souligne qu'Harel et Paul Rose auraient eu un projet de documentaire fleuve fait avec toutes les images de « tout ce qu'il y a de plus dégueulasse au Québec », dont l'exploitation des travailleur-se-s, le sort des aîné-e-s, le chômage, etc. Un projet qui devait prendre son sens dans une stratégie plus large... Le FLQ aurait alors enlevé le lieutenant-gouverneur, qui aurait été remis aux autorités en échange d'une diffusion de ce film doublé de commentaires du Front pendant 24 heures à la télé publique. Les responsables se seraient ensuite simplement rendus aux policiers et auraient assumé leur geste. On parle ici de cinéma politique!

L'ouvrage relate également la disparition d'un film du même Harel, perquisitionné lors d'une descente. *Sombreros inutiles* (1970), au contenu qualifié de « prémonitoire », n'a pas été balayé comme des œuvres moins malchanceuses aux environs d'Octobre 70. La seule copie existante semble perdue à jamais. Grossissant le conflit entre l'État canadien et le cinéma politique, avec la nomination de l'unilingue anglophone Sydney Newman à la direction de l'ONF en 1970, l'institution se radicalise. Newman ira jusqu'à interdire la diffusion de trois films : *On est au coton* de Denys Arcand, *24 heures ou plus* de Gilles Groulx et *Cap-d'espoir* de Jacques Leduc.

Mais qu'est-ce qui néanmoins a pu motiver autant d'investissements, de plans et de tournages, sinon l'intrigant contraste entre le caractère secret des modalités d'action du Front et l'incandescent rayonnement public de leurs objectifs politiques, accentué par le vertigineux renversement révolutionnaire que ses militants opèrent dans le sens et l'usage qu'ils font de la violence, et enfin la recherche de l'intérêt public qui appelle le Front et qu'il appelle nécessairement. Si le livre de Garel dévoile une vaste réserve cinématographique peuplant ce vertige, il me semble que sa lecture nous demande aussi quel film reste à faire pour déployer les ailes de notre mémoire intranquille?



Le FLQ dans la cinématographie québécoise
Sylvain Garel
Éditions Somme toute, 2023, 608 pages

Dans le plus beau quartier de Québec: Limoilou

il ne faut pas manquer Le Bal du Lézard

★ ★ ★ ★ ★ ★ ★

Bon choix musical-Terrasse-Ambiance sympathique-Plus de 20 sortes de VODKA-5 à 7 tous les jours-Spectacles-Choix de bières importées et de micro-brasserie québécoises-7 bières pression-Cidre pression et cidre en bouteille! La place dans le quartier

Le bar à Limoilou... depuis 1985

Le Bal du Lézard

1049 3ième Avenue
Québec, Limoilou, ☎ 529.3829



Le 29 novembre 2023 à 11 h, joignez-vous à nous afin de dénoncer l'inaction du gouvernement fédéral en matière de chômage.

Depuis l'été 2022, on nous a promis une réforme de l'assurance-emploi. Il est maintenant évident que le gouvernement n'a aucune intention de passer à l'action alors même que nous sommes dans un contexte inflationniste qui frappe durement les chômeurs et chômeuses autant que les travailleurs et travailleuses précaires et avec un faible revenu. C'est pourquoi nous devons lui rappeler ses engagements

Où? Le rassemblement initial est à la Place de l'Université-du-Québec

Quand? Le mercredi 29 novembre 2023 à 11 h

Qui? Nous invitons les chômeurs et chômeuses ainsi que celles et ceux solidaires des sans emploi et qui sont sensibles à l'appauvrissement et l'exclusion. Une invitation d'Action Chômage de Québec

La vie coûte cher ; Il faut réformer l'assurance-emploi!



On Marc Boutin’ Day Soleil de septembre

Malcolm Reid
Made this rimette bilingue

Salut Marc, Salut Marc
Tes troupes sont sorties
On occupe le territoire
Façon de parler.

On a deux ans, trois ans, quatre ans
Tes troupes, elles sont jeunes
Mais ton parc, tu sais
Il fait notre joie.

Tes troupes sont vieilles aussi
Mais le cœur il est jeune.
On saute, on danse, et grimpe
Nos cris se lèvent
Quartier qui chuchote
Et la vie qui crépite.

On pense à ta vie
Faité de tracts et d'amour
Pour les gens autour de toi...
Et les maisons qu'ils habitent.

Now we're taking it easy.
Stroll these streets of yours
Trying to defend them
As if you're at the helm
But there isn't any helm
We're all on board the boat
All in together
So... solidarité.

We listen to the birds
We talk to the squirrels
Neath the big maple tree
And underneath the elm.

Donc là, on a un parc
Tu l'as bâti avec nous
On l'a. It 's a start!
Faut bâtir et bâtir
That's the rule of the art.

Tu sais la vie est un art
It's fresh, it won't spoil
Quand on la vit comme un Boutin
Quand on la vit comme un Doyle.

28 septembre 2023



Malcolm Reid sur la rue Saint-Gabriel. Photo : W Stuart Edwards



Inauguration du parc Marc-Boutin, le 28 septembre en présence de militants et de militantes d'élus et d'amis.
Photo : Gilles Simard

APRÈS

après
quand tout sera achevé
et que l’agitation se sera éteinte
quand les heures cesseront de hurler
et que tout ne sera que repos
cessation
et immobilité
il n’y aura plus rien

rien que l’ailleurs
que le neuf
et la découverte

rien que l’être et la légèreté

rien
que l’amour

(André Trottier)



Crimes, mensonges et amitié

Par **Francine Bordeleau**

Quand la planète Terre ne semble pas tourner très rond, comme c’est le cas depuis un an, ou deux, ou trois, la plongée dans un polar, ou deux, ou trois, semble le moyen tout trouvé de se distraire de bien des maux. Donc acte, avec Donna Leon et Michael Connolly.

Née aux États-Unis, dans le New Jersey, mais Italienne de cœur et d’adoption, la célèbre Donna Leon, 81 ans bien sonnés en 2023, a fait de la Sérénissime (Venise), où elle a vécu à temps plein durant trois décennies, le théâtre d’une trentaine de polars mettant en scène le nom moins célèbre commissaire Guido Brunetti.

Homme intelligent et fêru de littérature, Brunetti, bien que d’origine modeste, a épousé Paola Falier, issue de l’une des familles les plus influentes de Venise. Un mariage d’amour, qui cependant s’avère utile, car le commissaire a souvent maille à partir avec le beau linge, comme c’est le cas ici. Elisabetta Foscari, une noble de la plus belle eau, débarque un matin dans le bureau de Brunetti, qu’elle connaît depuis l’enfance. Son gendre, brillant comptable, serait mêlé à des affaires douteuses, au risque de mettre en danger toute la famille. Et madame la comtesse, périe d’amour maternel, s’inquiète vivement pour sa fille...

Brunetti suivra bientôt la piste d’une fondation caritative mise sur pied par le mari d’Elisabetta. Ce dernier, récemment retraité, s’est découvert une conscience sociale et a jeté son dévolu sur le Bélize, un petit pays d’Amérique centrale. Or pour les magouilles financières de grande ampleur, rien de tel que les organisations à but non lucratif. Par surcroît Matteo Fullin, l’un des trois administrateurs de la fondation, souffre vraisemblablement d’Alzheimer. Il pourrait signer n’importe quoi, non ? À vue de nez, cette fondation ne sent pas bon, et Elisabetta se méprend peut-être sur son gendre.

Machiavélisme

Pour trouver l’assassin, il suffit de suivre l’argent, dit-on. *Le Don du mensonge* est un polar sans assassin, mais l’argent y circule à profusion. Forcément ! Nous sommes dans la haute société vénitienne – les Falier et

les Foscari, sont d’ailleurs des familles patriciennes réelles –, allons de palazzo en palazzo... Les aristocrates dépeints par Donna Leon sont des gens civilisés et cultivés, et du genre à aider leur prochain par l’entremise de fondations. Alors là où Brunetti cherche de la malversation, c’est autre chose qu’il trouve...

Donna Leon excelle dans la veine psychologique, comme le savent ses fidèles ; le sanglant n’est pas trop son verre de grappa. Ce livre-ci, qui s’articule autour de thèmes comme la jalousie, l’envie, la manipulation, en est un bel exemple. La nature humaine peut se révéler incroyablement méandreuse, se dira-t-on au terme du récit.

Justice pour les morts

Autre vétéran du genre policier, Michael Connelly propose, lui, la 27^e enquête de Harry Bosch. Septuagénaire et retraité du Los Angeles Police Department (LAPD), Bosch repart en selle à la demande de son ancienne collègue Renée Ballard. Celle-ci, tannée de la misogynie qui y règne, a quitté le LAPD, mais revient aujourd’hui car on lui offre la direction d’une unité consacrée aux affaires non résolues. Beau défi, à relever avec une technologie sophistiquée mais avec une équipe réduite. Qu’à cela ne tienne : Bosch, hanté par sa propre affaire non résolue – l’assassinat d’une famille entière –, est partant.

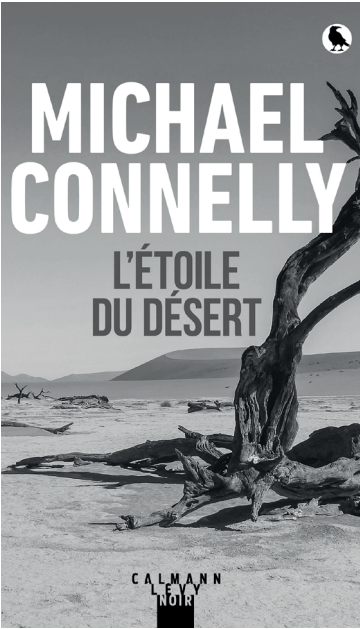
Le dossier qui occupe l’équipe est le viol et le meurtre, à onze ans d’intervalle, de deux jeunes femmes. L’une, Sarah Pearlman, est (était) la sœur d’un conseiller municipal. C’est dire que les pressions politiques sont grandes. Ainsi, le chef de cabinet du conseiller est plutôt harcelant. Au point de devenir le principal suspect...

Une fois l’écheveau démêlé – les deux écheveaux, en fait, puisque nous sommes en présence de deux intrigues –, on s’inclinera devant l’ingéniosité de Connelly. Ici encore, il est question de manipulation, et cela va jusqu’à l’extrême trahison. Michael Connelly est de ceux, croyez-moi, qui ne donnent pas envie d’avoir des amis.

Avis aux mordus de Harry Bosch : Connelly est peut-être en train de préparer la disparition de son personnage fétiche et son remplacement par Renée Ballard, que l’on voit dans *L’Étoile du désert* pour la quatrième fois. Place aux femmes !



Donna Leon
***Le Don du mensonge*,**
Paris, Calmann-Lévy, 2023, 358 p.



Michael Connelly,
***L’Étoile du désert*,**
Paris, Calmann-Lévy, 2023, 389 p.

CERCLE DE DISCUSSION

Les modes de vie alternatifs et les cohabitats

30 novembre - 19h00 - Centre Frédéric-Back

870, av. de Salaberry, Salle Michel-Jurdant, 3e étage

Nos invités

Deux membres du Cohabitat de Neuville

Hélène Filteau & Nicolas Boudreault

Discussion pour présenter leur projet innovant et inspirant en plus de répondre à toutes vos questions

AmiEs de la Terre de Québec

simpliCité Volontaire

Groupe de Québec (GSVQ)

Découvrez ce qu'est le Cohabitat de Neuville

Le Tremplin d’actualisation de poésie (TAP) présente, chaque deuxième vendredi du mois à la Maison de la littérature, les Vendredis de poésie – des soirées où on accueille des poètes invités, auxquels se joignent des poètes qui prennent, par la suite, la parole à la scène libre. Droit de parole public à chaque numéro un poème lu lors de la dernière de ces soirées.

c'est fou toutes ces grues qu'on érige
au centre d'une fleur
arrivée à son terme
les rues se perdent chaque fois
qu'on traverse la peau d'un rêve pour un autre

c'est fou tout ce qui désespère
les grands feuillages nocturnes de ma poitrine
voilà la ville a été arrosée au round-up
la page est tournée

ce n'est pas assez de mourir
il faut de surcroît pénétrer tout cru dans la vasque
seul sans secours
avec ses mains d'araignées
à faire des mailles dans le vide
des trous pour y passer la tête
et jeter son corps avec

pourtant je continue à enchaîner les mots
j'en fais de longs sillons
de graines sèches repliées sur elles-mêmes
que je sème
presque du gravier
qu'on laissera vivre sa vie taciturne
en secret dans la terre

Mathieu Simoneau,
extrait de *Des longueurs dans le crépuscule*,
Éditions du Noroît, 2023.

Donner un sens au travail

Au cœur de notre essoufflement collectif, Julia Posca livre une réflexion nécessaire pour repenser notre rapport au travail.

Est-ce qu’il suffit de travailler moins pour retrouver l’équilibre entre les différentes facettes de nos vies surchargées? La réduction du temps de travail est une revendication de longue date pour améliorer notre qualité de vie. En passant moins de temps au travail, nous pourrions enfin reprendre notre souffle et consacrer plus de temps à nos relations sociales, aux tâches domestiques ou encore pour s’engager dans la communauté. Mais est-ce que notre travail nous comble et contribue au bien commun?

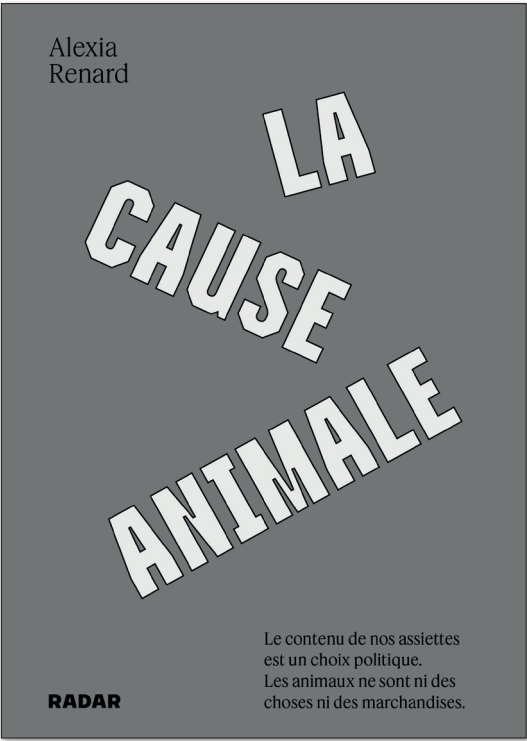
Julia Posca interroge notre rapport au travail, explore sa nature et envisage les voies à emprunter pour lui redonner un sens. À la dystopie dans laquelle nous nous enfonçons toujours un peu plus, nous pourrions opposer l’utopie du travail « démarchandisé, démocratisé et dépollué ». Une invitation à revoir l’organisation du travail pour qu’il réponde d’abord aux besoins les plus « authentiques » : assurer à tous et toutes une existence digne, entretenir des relations riches, léguer une vie bonne aux futures générations.

Date de parution : 14 novembre



Travailler moins ne suffit pas

Julia Pasca
Éditions Écosociété, 144 pages
Collection Polémos



Manger : un choix politique?

Alexia Renard
Le contenu de nos assiettes est un choix politique. Les animaux ne sont ni des choses ni des marchandises.

Réfléchir sur le fait de manger ou non des animaux ne date pas d’hier. Mais la cause animale a récemment fait une entrée fracassante dans les débats jusqu’à devenir un sujet polarisant. Embrassée par plusieurs, elle interroge non seulement notre rapport aux animaux mais aussi aux humains et sous-tend une question fonamen-

tale : est-il possible de s’assurer du bien-être des animaux, sans remettre toute notre alimentation en question?

Alors que les adolescent.e.s sont de plus en plus sensibles à cette question, Alexia Renard offre un regard à la fois historique, éthique, politique et écologique sur le bien-être animal et nos choix alimentaires. Sans jugement et avec humilité, elle offre des pistes de réflexion pour repenser notre rapport aux animaux et revoir nos façons de consommer.

La cause animale
Alexia Renaud
Éditions Écosociété, 128 pages
Collection Radar

Sortir du pétrole

Un ouvrage essentiel pour comprendre les vertus méconnues du bioplastique. Si nous l’utilisons correctement, il pourrait faire de la planète un endroit plus sain pour les êtres vivants.

Les plastiques actuels, à base de pétrole, nous ont menés dans un cul-de-sac. Toxiques et persistants dans l’environnement, ils sont néfastes autant pour la santé humaine que pour la faune en général. Et le recyclage, qui devait leur procurer une jeunesse éternelle, ne fonctionne tout simplement pas : bon an mal an, moins de 10 % du plastique produit est recyclé et revalorisé, le reste terminant sa course dans les dépotoirs et la nature...

Le plastique n’en reste pas moins un matériau aux qualités indéniables dont les sociétés industrielles modernes peuvent difficilement se passer. Comment le transformer en un produit sain et à durée contrôlable? Par chance, un substitut avantageux existe : le bioplastique.

Dans cet ouvrage de vulgarisation scientifique, le docteur en biophysique Paul Lavallée présente un panorama complet des avantages de ce matériau fabriqué à partir d’éléments organiques (végétaux, résidus alimentaires, algues...). Dans les conditions appropriées, le bioplastique a la propriété de se décomposer en compost ou en biométhane sous l’action de bactéries, sans tri préalable, ce qui vient pallier les insuffisances du recyclage actuel.

Plan de conversion à l’appui, ce livre essentiel montre comment le bioplastique, même s’il a généralement mauvaise presse, ouvre véritablement un avenir beaucoup plus sain pour l’environnement et le vivant. Mais pour que la pollution plastique cesse de poser un risque pour les générations futures, l’humanité aura un choix à faire : soit les pétroplastiques, soit les bioplastiques, mais pas les deux! Paul Lavallée nous donne les clés pour faire ce choix de façon éclairée.

Le plastique est mort, vive le bio-plastique!

Paul Lavallée
Éditions Écosociété, 128 pages





L'artiste de Saint-Jean-Baptiste John Cisco milite depuis la fin des années 1990 pour un tramway à Québec. Pendant les dernières années, il a produit diverses versions d'un tramway s'intégrant avec harmonie dans l'espace urbain. Ci-haut, le tramway roulant sur le boulevard René-Lévesque vers Sainte- Foy.

DROIT DE PAROLE cherche des camelots

Le journal Droit de parole cherche des personnes pour faire la distribution du journal (six numéros par année) dans les quartiers Limoilou, Saint-Roch, Saint-Jean-Baptiste et Saint-Sauveur. Les camelots sont payés selon les copies distribuées.Pour plus d'information : 418-648-8 043 ou info@droitdeparole.org.

**Vous aimez lire Droit de parole ?
Vous pouvez le trouver dans
les lieux suivants**

LIMOILLOU

Alimentex

1185, 1^e avenue

Bal du Lézard

1049, 3^e avenue

**Espace 13/2 culturel et
communautaire**

210, 13^e rue

Bibliothèque Saint-Charles

400, 4^e Avenue

Cégep Limoilou

1300, 8^e Avenue

SAINT-ROCH

Tam-tam café

421, boulevard Langelier

CAPMO

435, rue du Roi

Maison de la solidarité

155, boulevard Charest Est

Bibliothèque Gabrielle-Roy

230, rue du Pont

SAINT-SAUVEUR

Au bureau de Droit de parole

266, Saint-Vallier Ouest

Centre Durocher

680, rue Raoul-Jobin

Supérette, bouffe et déboire

411, Saint-Vallier Ouest

**Centre communautaire
Édouard-Lavergne**

390, Arago Ouest

Pub chez Girard

370, rue Saint-Vallier Ouest

SAINT-JEAN-BAPTISTE

L'ascenseur du faubourg

417, rue Saint Vallier Est

Bibliothèque de Québec

755, rue Saint-Jean

L'Intermarché

850, Rue Saint-Jean

MONTCALM

Centre Frédéric-Back

870, avenue de Salaberry

STE-FOY

Université Laval

**Pavillons Casault
et Bonnenfant**

**Comité logement d'aide
aux locataires de Ste-Foy**

2920, rue Boivin

Librairie Laliberté

1073, route de l'Église

Librairie Vaugois

1300, avenue Maguire, Québec

VIEUX-QUÉBEC

Librairie Pantoute

1100, rue Saint-Jean

Droit de parole

Soutenez votre journal : devenez membre et ami.E !

Devenez ami.E de Droit de parole	100 \$
Nom :	
Adresse :	
Téléphone : Courriel :	
Abonnement individuel	30 \$
Abonnement institutionnel	40 \$
Abonnement de soutien	50 \$
Adhésion individuelle	10 \$
Adhésion individuelle (à faible revenu)	5 \$
Adhésion de groupes et organismes	25 \$
Retournez le paiement en chèque ou mandat-poste à : Journal Droit de parole – 266, St-Vallier Ouest, Québec (Québec) G1K 1K2 418-648-8 043 info@droitdeparole.org droitdeparole.org	

**Lisez-nous en ligne
droitdeparole.org**